



xavier.rondot@worldonline.fr

Contribution de Xavier RONDOT, GAELA

(Groupement d'Analyses et d'Études de Loire-Atlantique)



Augmentation du prix de l'électricité – Billet d'humeur !

Depuis le 1er juin, le prix de l'électricité a augmenté de 5,9 % en France. Aucun « gilet jaune » sur les ronds-points. Et pourtant, les effets de cette hausse seront bien plus importants pour tous les citoyens français que ceux de la hausse des carburants de la fin de l'an dernier. Ainsi vont les choses portées par le monde médiatique...

Cette hausse de l'électricité n'a aucun fondement logique et n'est décidée que pour « booster » le marché de l'électricité, tant vanté par l'Europe libérale. Pourtant, ce service-électricité est devenu indispensable pour tous dans nos pays dits industrialisés. Toute augmentation des tarifs de l'électricité entrainera la progression de la précarité dans notre pays.

Cette hausse permet aux acteurs de ce marché de se refaire une santé. Dans le même temps, l'État impose à « son » entreprise EDF de vendre le quart de sa production nucléaire à 42 €/MWh, sans, bien sûr, lui permettre d'augmenter ce prix de vente à ses concurrents. On dit (la Commission européenne) que c'est une « rente historique » et qu'il est normal de la partager dans le cadre de la concurrence.

C'est ce que l'on appelle un « marché orienté ». Certains politiques envisagent même de porter ces 25 % à 50 %. Sidérant ! Quelle entreprise pourrait survivre à un tel traitement ? Quand le politique se mêle de la gestion d'une entreprise, on est assuré que celle-ci disparaîtra assez rapidement. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire, Manufrance, Lip, Alstom...

Dans le même temps, le gouvernement veut fermer la Centrale au charbon du Havre, en attendant de fermer celle de Cordemais.

EDF confirme l'arrêt de sa centrale à charbon du Havre

ÉNERGIE EDF a confirmé jeudi aux représentants du personnel que la centrale à charbon du Havre (Seine-Maritime) fermerait ses portes en 2021. Le site, qui emploie quelque 170 personnes, ne sera pas reconverti pour produire de l'électricité à partir de biomasse comme l'espéraient les salariés. « C'est une vraie déception », a réagi Didier Wack, représentant CFDT. EDF travaille toujours, en revanche, sur un projet de reconversion de la centrale à charbon de Cordemais (Loire-Atlantique).

Les Échos » 7 juin 2019

Le premier ministre, Édouard Philippe, ne doit pas se rappeler son discours de février 2017, en tant que maire du Havre, avant que le Président n'ait décidé de fermer toutes les Centrales au charbon de France. À cette époque, on était en pleine euphorie au Havre ; il était question de fêter l'éclairage des deux cheminées de la Centrale, dont la tranche de 600 MW venait d'être récemment remise en service après complète modernisation... La mémoire politique n'est pas la même que celle que nous possédons, nous citoyens de base.

Fermer ces deux Centrales, c'est supprimer 1800 MW de potentiel de production d'électricité, parfaitement pilotable et dépolluée (poussières, produits sulfurés et nitrés), sur laquelle EDF a investi près de 800 millions d'euros ces dernières années. Ne peut-on faire l'économie de ce gaspillage ?

La fermeture de ces deux Centrales n'apportera aucune diminution des émissions de CO2 sur l'Europe. On importera cette énergie manquante d'Allemagne qui, comme chacun le sait, produit plus de 40 % de son électricité à partir du charbon et du lignite, avec le parfait accord des Verts allemands. On n'a jamais importé autant d'électricité d'Allemagne, ces deux derniers hivers ; il suffit de consulter les bilans des importations de RTE sur le site eco2mix.

Contrairement à ce qui est dit médiatiquement en France, ce n'est pas demain que l'Allemagne fermera ses centrales au charbon. De nombreuses sont toute récentes et leurs mines de charbon/lignite sont d'un faible coût d'exploitation, pour certaines à ciel ouvert.

Les fermetures françaises ne sont que des effets politico-médiatiques qui entraînent des dépenses supplémentaires injustifiées.

On pourrait aborder aussi les répercussions sur l'emploi : elles seront très négatives, sans contrepartie réelle par le développement des énergies renouvelables. Les chiffres annoncés régulièrement sur les créations d'emplois dus aux ENR (énergies renouvelables) sont illusoire. La majorité du matériel est importé, seule la main d'œuvre d'installations et de maintenance demeure française... pour l'instant. L'éolien off-shore est le seul domaine qui peut apporter quelques ressources sur l'emploi, mais à quel prix pour l'électricité produite ?

Les hommes politiques de progrès n'ont-ils plus aucun sens du bien commun et de la valeur de l'argent ? Les « anciens », sont-ils une génération parfaitement dépassée ?

Malgré ce contre temps, il faut garder confiance pour que le réalisme revienne et qu'il suscite des décisions durables.